

Résumé

Objectif de l'étude

La présente étude traite de l'analyse d'impact d'un projet de gestion des ressources naturelles, PATECORE dans le plateau central au Burkina Faso.

L'étude a été réalisée à l'aide d'un nouveau système d'analyse d'impact des programmes et des projets (MAPP[®])¹ qui a d'abord été développé par NEUBERT (1998), testé sur le terrain puis amélioré. L'étude s'adresse aux experts, à ceux qui s'intéressent aussi bien à la gestion des ressources qu'aux questions méthodologiques relatives aux analyses d'impact.

La MAPP[®] est une méthode d'évaluation des objectifs globaux à l'aide de laquelle des concepts multidimensionnels tels que la réduction de la pauvreté, la démocratisation, la sauvegarde de la paix etc. sont mis en pratique. Dans le contexte actuel, il est question d'évaluer les effets de réduction de la pauvreté qui seraient induits par la gestion durable des ressources naturelles.

Le terme pauvreté et sa conception dans la MAPP[®]

Conformément à la définition multidimensionnelle de la pauvreté développée par SEN, les auteurs se sont basés sur le concept des « capacités d'action » (*capabilities*) pour conduire la présente étude. Sen met l'homme au centre du processus de développement. Partant des perceptions de l'homme par rapport à la « bonne vie », il cherche à estimer le processus du développement de la société tout entière. La première conclusion qui en découle est l'importance accordée à l'approche participative dans la mesure où seuls les groupes cibles peuvent exactement définir les objectifs du développement.

L'homme n'est pas seulement considéré comme acteur dans le processus du développement, mais il est et demeure l'objectif du développement. Les processus matériels sont de ce fait appréciés comme un progrès vers le développement s'ils contribuent au bien-être de l'homme.

Le bien-être de l'homme se mesure par les éléments vitaux qui constituent la « bonne vie » au sens d'Aristote. L'atteinte de ces éléments constitue le but (*ends*) du développement social. L'accès aux biens comme la nourriture, l'habillement, la formation sont par contre des moyens (*means*) permettant d'atteindre ces objectifs. Le bien-être ou le développement se dessine en fonction de l'ampleur des « capacités d'action » conduisant à certains états (*situations*). Le renforcement du développement humain passe par l'extension des possibilités de choix comme l'indique le slogan du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) "*enlarging people's choices*".

Dans le cadre de la MAPP[®], les groupes cibles évaluent eux-mêmes les critères sociaux. Lors du choix des critères, les indicateurs comme l'accès aux ressources, qui en réalité sont des moyens (*means*), sont retenus par les groupes cibles car ils sont à leurs yeux concrets, palpables et décrivent mieux les objectifs de développement. Après quelques MAPP[®]-réalisations dans trois villages, une liste de critères clés est alors élaborée et a servi de référence pour les analyses dans les autres villages d'étude.

Les droits d'accès aux ressources et aux sources de revenus déterminent les « capacités d'action » des populations. Pour disposer d'un grand champ d'action, il faut pouvoir faire recours à autant de moyens que possible. L'accès aux ressources productives constitue non seulement un moyen pour atteindre un but, mais dans un contexte dominé par la lutte pour la survie, ces accès sont aussi des facteurs d'influence déterminants pour le bien-être.

Ici, il faut se demander comment les ressources disponibles peuvent être substituées par d'autres biens sur le marché. La famine peut être évitée si

1 Autrefois désignée par SWAP : système d'analyse d'impact des projets.

un individu dispose d'un « paquet » de biens échangeables renfermant de la nourriture. La pauvreté apparaît parce que soit la disponibilité en ressource diminue, soit parce que les relations d'échanges ont évolué de telle sorte qu'avec le même « paquet » de biens, on ne peut ni échanger ni acheter assez de nourriture. Pour une grande partie de la population du Sahel, l'accès à la terre est beaucoup plus limité pour des raisons écologiques que politiques. Malgré cela les droits d'accès et les prétentions jouent un rôle important dans la région. Ceci est valable aussi pour les revenus extra-agricoles, la formation ou la planification familiale.

La vulnérabilité comme dimension de la pauvreté

La vulnérabilité est la négation de la sécurité et renferme l'impuissance politique de l'individu ainsi que le manque de sécurité qui atténuerait les effets des crises et des chocs externes. Deux aspects de la vulnérabilité sont à mentionner : premièrement l'apparition de crises externes comme les catastrophes naturelles ou les mauvaises récoltes et deuxièmement, la capacité et les possibilités des individus à gérer ces crises. Une approche importante de la réduction de la pauvreté consisterait à créer ou à renforcer des systèmes complexes et diversifiés de revenus. Ceux-ci devant non seulement réduire la dépendance vis-à-vis d'une seule et unique source de revenu mais aussi limiter le recours constant des populations aux ressources naturelles.

Pour appréhender la vulnérabilité, un nouvel instrument, la matrice d'organisation est ajoutée aux instruments classiques de la MAPP[®]. Cet instrument évalue l'évolution des capacités des populations à gérer les crises. La gestion des crises sous-entend la prévention de crises par les groupes cibles et leur réaction face à celles-ci.

L'interaction entre l'environnement et la pauvreté

Pour élucider les interactions entre l'environnement et la pauvreté, Leach et Maerns ont développé un modèle. Selon ces auteurs, les décisions des pauvres sont influencées par leurs droits et prétentions (*entitlements*) par rapport à l'environnement. Ces *entitlements* sont à leur tour soumis à des variations de l'environnement au niveau macro et constituent de ce fait des facteurs déterminants pour la réduction de la pauvreté. Et c'est pour cela que les projets de gestion des ressources naturelles doivent non seulement contribuer à la diversification des sources de revenus mais aussi doivent œuvrer dans le sens d'un changement positif des droits et prétentions relatifs à l'environnement.

Les conditions écologiques dans la région du Bam

La province de Bam, située dans le plateau central du Burkina Faso, constitue une partie importante de l'intervention du projet. Elle est habitée par 175.000 personnes qui en grande partie vivent en milieu rural; une infime partie réside dans la capitale provinciale Kongoussi. 70 - 80 % de la population de Bam sont des Mossis, sédentaires et agriculteurs, 10 % sont des Peulhs, traditionnellement éleveurs. La symbiose d'antan entre les Mossis et les Peulhs, basée sur la dépendance mutuelle de leurs systèmes d'exploitation a évolué au cours des dernières années dans le sens d'un chevauchement et d'une concurrence mais aussi vers une intégration croissante des deux domaines de production et des deux groupes ethniques. De nos jours, les deux communautés peuvent être qualifiées d'agro-éleveurs avec des spécialités respectives.

La situation socio-économique et écologique de la province est précaire et la région présente des grandes superficies des terres dégradées. Elle enregistre un taux de migration élevé et un taux d'accroissement démographique estimé à 3,2 %. Les quantités et les jours des pluies diminuent d'une année à une autre depuis 1940. Ces facteurs

ajoutés à une topographie favorable à l'érosion ainsi qu'à des systèmes d'exploitation non adaptés des Mossis et à bien d'autres facteurs encore constituent les causes principales de la désertification dans la région.

La province de Bam fait partie des régions du Burkina Faso caractérisée par un déficit alimentaire. L'autosuffisance alimentaire se situe vraisemblablement en dessous de 30 %. Chaque expansion des surfaces agricoles se fait aux dépens des surfaces réservées aux activités pastorales. La capacité des pâturages dans la région est saturée depuis longtemps. Un ménage mossi dispose en moyenne de 4,7 ha de terres cultivées contre 2,4 ha pour un ménage peulh. Les principales cultures sont le sorgho, le mil, le maïs et l'arachide et constituent les cultures de subsistance. Des cas isolés de cultures du coton sous forme de *cash crop* sont également signalés. Le maraîchage se pratique en saison sèche le long du Lac Bam. Pendant cette saison, les populations se livrent aux activités d'artisanat, de petit commerce, de recherche d'or et de maraîchage. D'après les informations du PATECORE, les rendements moyens à l'hectare sans mesures d'amendement des sols sont de 330 kg/ha pour le sorgho et 185 kg/ha pour le mil.

Le droit foncier traditionnel

Dans le droit foncier des Mossis, chaque village dispose d'un territoire bien défini et délimité. La toute première attribution de la terre se fait sous forme d'un droit d'exploitation durable et héréditaire au sein de la famille. Les femmes ont accès à la terre sous forme de location à courts ou moyens termes et ce le plus souvent par le biais de leurs époux. En somme, une individualisation par rapport au droit foncier s'est mise en place ces dernières années.

Les faiblesses structurelles des mécanismes traditionnels de régulation résident dans le fait que leur efficacité dépend étroitement de la volonté des parties en conflit d'accepter ces mécanismes ou pas. Les conflits fonciers au niveau des villages sont tranchés sous l'arbitrage du chef de terre. Si

ces instances sont contestées par l'une des parties en conflit, alors les mécanismes sont voués à l'échec. Contrairement à certaines opinions répandues, les mécanismes de régulations des conflits ne sont pas statiques mais sont flexibles et s'adaptent aux évolutions des systèmes de production. D'après des études réalisées, le système foncier traditionnel ne constitue pas un obstacle pour la mise en place des cordons pierreux. Qu'il s'agisse des champs d'hommes ou des femmes, de locations à court ou long terme, les investissements se font dans ce sens mais beaucoup plus sur les champs à long terme. Les locations à court terme se font de plus en plus rares.

Malgré la réforme agraire de 1984 qui s'est traduite par la nationalisation des terres, les populations rurales du Burkina Faso ont encore en mémoire la structure traditionnelle du droit foncier. Deux systèmes fonciers parallèles sont ainsi nés. Ils se contredisent, s'affaiblissent mutuellement et aggravent même les conflits. Des discussions se font autour des stratégies de complémentarité entre les deux systèmes suscités et ce, dans le sens d'une approche de gestion des terroirs mise en place par le PATECORE depuis déjà quatre ans. Il faut cependant mentionner que les conflits jusqu'à constatés ne résultent pas de la mise en pratique des mécanismes de régulation, mais émanent plutôt de la dynamique des systèmes de production en présence dans la zone du projet.

Les causes principales des conflits dans le plateau central sont dues essentiellement à l'expansion des champs des Mossis au-delà des limites des zones propres aux activités agricoles et qui se traduit par un rétrécissement des pistes à bétail et une disparition des pâturages. Ce qui n'avantage pas les éleveurs dont la situation est aggravée par le droit foncier étatique ainsi que par les stratégies des projets de développement, tous favorisant l'agriculture.

LE PATECORE

L'objectif global du Projet d'aménagement du terroir de conservation des ressources (PATECORE) au plateau central est d'atteindre un ap-

provisionnement des populations rurales en céréales, en eau et en bois de chauffe. L'objectif de la phase en cours est de renforcer les capacités de gestion des populations cibles par rapport aux ressources naturelles et d'assurer une application des techniques de réhabilitation et d'utilisation durable des ressources. Le projet existe depuis 1988 et est sous tutelle du Ministère burkinabé de l'agriculture. Le PATECORE intervient dans les trois provinces de Bam, d'Oubritenga et de Kouréwéogo et travaille avec plus de 200 villages. Plus de 85 % des populations cibles sont touchées par le projet.

Le PATECORE appuie d'une part les mesures de construction des installations anti-érosives sous forme de cordons pierreux et de diguettes filtrantes. Depuis sept ans, la demande des groupes cible par rapport à la mise en place des mesures anti-érosives s'est maintenue à un rythme constant moyen de 2.700 ha de terres amendées par an. Il a été supposé que d'ici à l'an 2006, les besoins globaux en terres à amender de l'ordre de 35.000 ha seront satisfaits si les appuis sont maintenus à leur niveau actuel. Les mesures de conservation des sols et de l'eau sont dès lors une partie intégrante du calendrier des activités champêtres des paysans et des paysannes. Ces mesures ont contribué à une nette augmentation des rendements agricoles, mais elles doivent être accompagnées de mesures biologiques si on veut maintenir le niveau des rendements à long terme. Seulement, on ignore encore l'année exacte à partir de laquelle les rendements commenceraient à baisser. Les opinions sont partagés à cet effet.

Les mesures biologiques constituent un instrument d'accompagnement des mesures de construction des cordons pierreux et des diguettes filtrantes. Elles se résument par le reboisement, la conduite des pépinières et la plantation d'arbre le long des diguettes. Le compostage, l'application de la fumure organique ainsi que les techniques traditionnelles de trouaison (Zay) font partie des activités de vulgarisation du PATECORE.

Afin d'assurer la qualité, la composante « formation » est l'activité la plus importante des activités physiques du projet. Elle consiste à créer, renfor-

cer ou rehausser les capacités des populations cibles par rapport à la gestion des ressources naturelles du village sous forme de gestion de terroirs. Dans la phase actuelle du projet, la gestion des ressources inter-village est d'actualité. Elle s'exprime par la fixation des règles communes d'exploitation des ressources (par exemple les bosquets entre deux villages) par des villages riverains.

Les problèmes méthodologiques de l'analyse d'impact

Si, dans l'analyse d'impact des projets on essaye de considérer les influences extérieures possibles, alors surgissent d'énormes problèmes relatifs à l'évaluation. Ces problèmes de méthode constituent jusque-là la faiblesse des analyses d'impact des projets de développement.

Le premier problème est celui de l'attribution des effets aux facteurs d'influence. La solution était jusque-là pratiquement difficile pour les raisons suivantes : nombre très bas de cas d'analyse d'impact ; difficulté de considérer la dynamique de l'évolution des conditions ambiantes dans l'évaluation. Il est conseillé d'abandonner les preuves scientifiques des causes des effets au profit d'une relation de cause à effet réaliste et pratique.

Particulièrement à la GTZ, le feed-back aux partenaires et aux groupes cibles est d'une importance capitale, car dans le cadre d'une approche participative, seuls les groupes savent et évaluent mieux que quiconque les bénéfices (ou les dommages) des mesures des projets. De plus, l'approche participative permet aux uns et aux autres d'avoir des opinions parfois contradictoires à celle des évaluateurs, souvent étrangers dans la région. Enfin, il est supposé que la participation active des groupes cibles à l'évaluation rehausse leur identité (*ownership*) par rapport au projet et aux résultats.

La MAPP[®] : Une nouvelle méthode d'analyse d'impact des programmes et des projets

La MAPP[®] se caractérise d'abord par le fait qu'elle évalue dans un premier temps le développement et les changements sociaux d'une zone de projet et c'est ensuite qu'elle analyse les mesures des projets et les facteurs externes qui ont contribué à ces changements. Elle complète les évaluations spécifiques aux projets par la vision des groupes cibles de leur contexte de vie. Une autre caractéristique de la MAPP[®] est qu'elle est orientée vers les processus c'est-à-dire qu'elle n'évalue pas les états ou les situations, mais qu'elle identifie et analyse plutôt les tendances ou les profils de développement d'une région.

La MAPP[®] est une méthode participative où les groupes cibles, dans le cadre des discussions en groupes, font leur propre évaluation à base d'une échelle à cinq graduations (système de points). En tant qu'approche participative, elle renferme un aspect quantitatif qui permet de comparer et d'agrèger les données collectées entre elles. Elle se sert d'une série d'instruments proches de la famille de la méthode accélérée pour la recherche participative (MARP). Ces instruments sont au nombre de six dont trois traitent des aspects de développement ou de profil. Ce sont la « ligne du cours de vie », « l'analyse des tendances » et la matrice d'organisation ». La « liste des activités » et « le transect » sont en rapport direct avec les activités du projet. Le dernier instrument, « la matrice d'influence » permet de cerner la relation entre le développement social constaté et les activités du projet. Ce qui permet aussi d'identifier les activités clés du projet.

Les profils de développement et d'impact sont obtenus à partir de lignes des profils. Ces profils livrent des informations sur les influences principales qui ont contribué au développement et également sur les organisations qui, par leurs interventions, ont été à la base de ce développement.

Au total, douze villages ont été choisis pour les analyses. Ce choix a tenu compte entre autres de la composition ethnique des villages, de la durée

de leur collaboration avec le projet ainsi que de bien d'autres critères encore. Des sous-groupes spécifiques selon le genre ont été constitués. En somme, dix-neuf analyses ont été réalisées.

Résultats des évaluations : le développement social dans la province de BAM

Les « lignes du cours de vie » élaborées par les groupes cibles se caractérisent essentiellement par des grandes fluctuations annuelles de la qualité de la vie. Cette qualité de vie est déterminée en majorité par les facteurs suivants : les précipitations, la santé et les rendements agricoles. Les rendements agricoles ont été perçus par les groupes cibles comme étant une fonction directe des précipitations. Les lignes du cours de vie montrent une très forte dépendance de la population vis-à-vis des conditions climatiques et leur niveau de vie très faible qui est presque exclusivement déterminé par les critères de « survie ».

L'analyse des tendances et la matrice d'organisation expliquent les profils de développement des 17 sous-critères sociaux regroupés sous les critères « accès aux ressources », « santé » et « sécurité », « formation », « capacité d'organisation » : Il faut mentionner que les critères sociaux dans leur grande majorité ont affiché une tendance positive durant ces dernières années. Cette appréciation est confirmée par les différents villages concernés par l'évaluation. Cette tendance positive est tout de même menacée par l'évolution négative et même très négative des critères « disponibilité de nourriture par personne », « l'accès au bois de chauffe », « au pâturage » et aux « terres fertiles ». La régulation des conflits dans les villages quant à elle a connu une évolution légèrement négative.

Dans les villages qui collaborent depuis longtemps avec le PATECORE, la dégradation de l'approvisionnement en denrée alimentaire est moins accentuée que dans les villages où la coopération avec le projet est récente. En somme, les villages peulhs affichent une plus forte dégradation dans ce sens que les villages mossis.

Les revenus extra-agricoles ont connu des évolutions hétérogènes. Ils se sont même légèrement améliorés pour les groupes de populations qui ont diversifié leurs sources de revenus et mis à profit les conditions de transports améliorées. Les possibilités des revenus des femmes ont augmenté de manière significative. Les femmes peulhs pour qui la diversification est faible affichent par conséquent des revenus plus faibles que les femmes mossies.

La tendance négative relative à l'accès aux ressources est plus accentuée pour le bois et le pâturage. L'insuffisance du bois est particulièrement déplorée dans les villages proches de la capitale provinciale où les espaces boisés sont décimés par les citadins disposant des autorisations officielles de collecte de bois.

L'accès difficile au pâturage est beaucoup plus ressenti par les populations peulhs que par la communauté mossie qui qualifient la dégradation de l'accès aux terres fertiles de plus critique. Ces différences de point de vue peuvent s'expliquer facilement par les systèmes de productions qui caractérisent les deux communautés. L'accès à la « ressource eau potable » constitue une exception. Dans presque tous les villages, il existe des puits en bon état de fonctionnement dont la construction est financée par le KfW comme composante d'accompagnement des mesures du PATECORE.

L'évolution négative relative à l'accès aux ressources est justifiée par les groupes cibles comme résultant des influences externes au projet en l'occurrence la diminution des précipitations et un taux démographique élevé. Les données pluviométriques et démographiques présentent des tendances qui correspondent aux perceptions des groupes cibles.

Concernant la prévention des mauvaises récoltes et les réactions des populations face aux saisons de sécheresse, une légère amélioration est à signaler. Mais cette situation, d'après les groupes cibles, est l'œuvre des banques de céréales, des gestions strictes des stocks de céréales au sein des ménages, de la migration et des aides alimentaires. De ce fait, ces mesures ne peuvent pas être

interprétées comme une réduction de la vulnérabilité dans son vrai sens. La construction des cordons pierreux est perçue comme instrument de prévention de crises et ce, dans trois villages seulement.

Quand bien même l'étude a montré que les conflits d'utilisation entre les Mossis et les Peulhs se sont légèrement aggravés ces dernières années, les groupes cibles eux ont qualifié la situation de « moyenne ». Un ton de modération selon l'adage « nous vivons ensemble et nous nous comprenons bien » domine. Mais cette situation peut se dégrader comme l'indique la tendance, si les conflits d'utilisation augmentent et les moyens de les apaiser manquent.

Les critères de formation et de capacité d'organisation se sont manifestés par une tendance très positive durant ces dernières années. Les offres de formations faites par différents projets en particulier le transfert des connaissances pratiques rencontrent une forte estime de la part des groupes cibles et les besoins exprimés dans ce sens sont de plus en plus croissants. Dans la plupart des villages, les processus de prises de décisions se sont considérablement démocratisés et le degré d'organisation a fortement augmenté. Les listes des activités montrent plus de trente organisations en activité dans la zone du projet. Outre le PATECORE, un rôle très important est attribué au Plan parrainage international (PPI), aux églises et à l'Etat burkinabé.

Les cordons pierreux affichent une très forte signification dans les villages. Ceci dit, tous les ménages disposent d'au moins un champ amendé. Par contre, le degré d'adoption des mesures biologiques comme le compostage et le Zay est moyen et parfois faible. La gestion des terroirs aussi affiche une importance faible. Concernant la comparaison des rapports coûts/bénéfices des activités du PATECORE, les cordons pierreux présentent la plus forte efficacité interne. Certes, la construction des diguettes nécessite des efforts de travail énormes, mais la contribution financière et les efforts d'entretien sont très faibles. Les valeurs élevées de l'efficacité laissent espérer une pérennité de l'activité sans un appui du projet. Toute-

fois, la construction de nouvelles installations n'est possible que grâce à une assistance financière extérieure.

Les effets des cordons pierreux sur les rendements et leur durabilité

Les estimations des groupes cibles par rapport à l'ampleur et à la durabilité des effets des cordons pierreux sur les rendements sont plus élevées que les estimations l'ont fait croire jusque-là. Les informations des paysannes et paysans indiquent que les augmentations des rendements dépendent fortement de la situation de départ. Ils sont d'autant plus élevés que les champs sont plus dégradés. Ce qui expliquerait la préférence des champs dégradés pour la conduite des mesures d'amendements des sols. D'après les déclarations des groupes cibles, les rendements n'augmentent pas soudainement mais plutôt de manière successive jusqu'à la septième année puis diminuent si aucune mesure de fertilisation des sols n'est entreprise.

Les effets des mesures de conservation des ressources sur le développement social

Un tableau synoptique de toutes les matrices d'influences montre que la construction des cordons pierreux constitue l'activité clé, ce sont les activités qui ont le plus fortement influencé les critères sociaux. L'influence des mesures biologiques (Zay, compostage) reste par contre plus faible. Cependant, leur influence est plus grande dans les villages qui collaborent depuis longtemps avec le PATECORE. Dans ces villages, on dispose de plus d'expériences en matière d'association de mesures biologiques aux mesures de constructions des diguettes anti-érosives. La gestion des terroirs quant à elle constitue l'activité clé dans les villages où les ressources sont gérées de manière communautaire. La nature de l'influence de la gestion des terroirs est variée et s'exprime entre autres par les critères de formation, de régulation des conflits, d'organisation, de sécurité mais aussi par l'accès aux ressources naturelles. Toutefois, les groupes cibles sont cons-

cients qu'une régulation d'accès aux ressources ne s'accompagne pas toujours d'avantages. Qu'à cela ne tienne, un bilan positif par rapport à la gestion des ressources a été enregistré dans les villages où elle est appliquée. Pour les villages mossis, les mesures de PATECORE ont ralenti la tendance négative affichée par les ressources naturelles alors que ceci n'est pas perceptible dans les villages peulhs.

Dans plusieurs villages, outre l'influence des activités du projet, celle de quelques facteurs externes sur la qualité de vie des groupes cibles a été également évaluée. Comme il fallait s'y attendre, les précipitations ainsi que leur répartition ont exercé la plus grande influence sur le niveau de vie dans la zone du projet. De plus, la migration et la proximité de la ville ont été perçus par les groupes cibles comme facteurs déterminant aussi la qualité de vie. D'une manière générale, la migration a eu une influence considérablement positive sur les chances de survie de ceux qui sont restés au village. Elle contribue ainsi à la stabilisation des revenus à travers les virements d'argent par les émigrés et aussi à la réduction des besoins en denrées alimentaires.

Les observations faites pendant les transects ont montré que les informations et les évaluations des groupes de discussion sont bien compréhensibles. Toutefois, les groupes cibles se sont montrés très généreux dans leur appréciation basée sur le système de graduation, un phénomène bien connu de la méthode MARP. Ce qui fait que certains progrès souvent perçus par l'équipe d'évaluation comme de moindre importance constituent pour les groupes cibles un grand changement. La perception européenne de la vitesse de changement, de l'évolution est souvent en contradiction avec les prétentions et les attentes des Burkinabés.

Les profils de développement et d'impact donnent un aperçu détaillé des résultats de la MAPP[®]. Ces résultats ne révèlent aucune différence significative relative à l'appréciation des situations par les hommes et les femmes. Par contre, ces différences sont de taille par rapport aux deux communautés peulh et mossie.

L'une des raisons pour lesquelles la tendance négative des ressources naturelles n'a pas été renversée est la suivante : les effets positifs des mesures de conservation des sols et de l'eau sont inhibés ou anéantis par l'évolution défavorable des précipitations et de l'accroissement démographique ainsi que par les actes des citoyens sur les plantations de bois.

Concernant la rareté des ressources, la situation du bois de chauffe est plus critique que celle des pâturages car il n'existe aucune autre alternative au bois. Les efforts de reboisement sont faibles, la vitesse de croissances des plants est aussi lente. C'est ainsi que les effets et potentiels réels des mesures de reboisement sont assez bas pour stabiliser la consommation du bois. La disponibilité de l'eau potable est certes très positive, mais un équilibre ne peut cependant être établi. A l'opposé, on note une forte amélioration dans le domaine des capacités humaines. Ce rehaussement du degré des capacités constitue une chance pour le rétablissement d'un espace de vie acceptable dans le plateau central.

Et c'est pour cela que des recommandations suivantes ont été faites : l'appui à la réalisation des mesures de conservation des sols et de l'eau doit être maintenu en fonction de la demande des populations. Dans le même temps, les mesures d'incitation à l'application des mesures biologiques doivent être revues à la hausse et dans le sens de créer un rapport coûts/bénéfices favorable pour la mise en œuvre de ces mesures afin de pérenniser les effets des mesures de conservations des sols et de l'eau. Ceci peut se faire soit dans le sens d'une augmentation des bénéfices (en utilisant par exemple le phosphate burkinabé) soit par des mesures d'allègement de la charge des travaux. Par la suite, il a été recommandé que la composante « gestion des terroirs » soit renforcée et que sa fonction capitale de régulation et de prévention des conflits soit connue de tous. Les chances de compréhension, d'entente entre les différents groupes d'utilisateurs seront plus élevées si cet instrument est appliqué de façon participative et conséquente.

Les arrangements d'utilisation des ressources doivent maintenir les surfaces réservées aux activités pastorales dans leur état actuel. Sinon, les incitations à l'application des mesures de conservation des sols et de l'eau, contribuent à une expansion des surfaces agricoles aux dépens des pâturages, cela allait aussi compromettre l'intégration tant souhaitée des deux systèmes de production. Une approche prometteuse serait aussi d'amender les pâturages à leur tour. Toutefois, cette approche devrait être d'abord concrétisée et sa potentielle rentabilité analysée.

La prépondérance des facteurs externes au projet tels le manque de pluies et l'accroissement de la population place la population mais aussi le projet devant un sérieux problème. Ici, on soutient l'idée qu'un retrait en douceur du projet et particulièrement de la mesure « gestion de terroirs » reviendrait à abandonner carrément la région. De ce fait, tous les efforts jusque-là déployés seraient réduits à néant et une vague migratoire non contrôlable vers le sud se déclencherait. Mais puisque les populations sont bien motivées, le PATECORE après tout se trouve en principe sur le bon chemin, il est ici conseillé une continuation du projet.

Tant que la tendance globale n'est pas encore renversée, la migration vers les régions rurales du sud doit être prudemment encouragée et ce, à travers des mesures de prévention des conflits dans les lieux d'accueil, des explications sur les objectifs et les perspectives de la migration. L'objectif de la migration doit contribuer à ce que le processus de dégradation ne puisse pas se répéter au lieu d'accueil (à travers des techniques culturelles adaptées).

Résultats d'une vision méthodique – Réflexion autour d'une bonne application de la MAPP[®]

Dans les lignes qui suivent seront présentés et résumés les résultats du processus d'apprentissage à travers la conduite de la MAPP[®]. Des recommandations en seront également déduites. Les résultats de la MAPP[®] et leur validité sont influencés entre autres par le choix des villages et la

participation des populations aux discussions des groupes. Les barrières socioculturelles et linguistiques ont également influencé les résultats. Dans l'avenir, le nombre des évaluations MAPP[®] planifiées doit être restreint au profit d'analyses très approfondies. Le temps qui sera gagné pourrait servir à une exploitation commune des résultats avec les groupes cibles. Le conflit entre l'analyse très détaillée et l'exploitation profonde des données doit trouver une solution au profit de l'analyse approfondie.

Avant la constitution des sous-groupes, il faut d'abord bien faire la part des choses entre l'utilité des informations recherchées et les efforts supplémentaires à déployer. Si on n'est pas sûr que la formation des sous-groupes dévoile des divergences particulières, il serait préférable de travailler avec des groupes mixtes. Là, on peut faire participer activement les groupes défavorisés aux discussions à travers une bonne modération. Mais quand cela n'est pas possible, il faut penser à former des sous-groupes. De même pour un bon déroulement d'un processus d'évaluation, il est important de reconnaître les limites des groupes de discussion. Dans le même ordre d'idée, il faut accepter que toutes les informations ne soient pas toujours et à tout moment disponibles. Il suffit dans ce cas de pouvoir bien se contenter d'informations incomplètes mais disponibles.

Apprentissage commun et modération

Il y a un avantage considérable si les modérateurs, c'est-à-dire chaque membre de l'équipe d'évaluation, ont d'expérience professionnelle car ils sont responsables de la qualité des discussions et des résultats. Pour surmonter les barrières culturelles et linguistiques, les évaluations doivent être conduites à l'avenir par des équipes culturellement mixtes.

De telles équipes rehaussent la validité des résultats, ce qui garantira la qualité du processus global d'évaluation. Les traducteurs jouent aussi un rôle très important dans la réussite d'une évaluation MAPP[®]. Comme les expériences l'ont montré, les traducteurs doivent être impliqués dans le proces-

sus global d'évaluation. C'est de cette manière que des déformations dues à la traduction peuvent être minimisées.

Il ne faut pas perdre de vue que les groupes cibles peuvent afficher un comportement stratégique pendant ou à la veille de l'évaluation. Dans les villages concernés par l'évaluation, un tel comportement n'a pas été constaté. La franchise de l'équipe d'évaluation peut influencer favorablement l'authenticité des déclarations des populations cibles si elles voient en l'évaluation une occasion de discuter des problèmes de développement du village.

La logique des matrices et l'amélioration de la MAPP[®]

Certes, les matrices de la MAPP[®] répondent à une logique mathématique. Mais, il n'est pas nécessaire de quantifier exactement la contribution de chaque facteur non seulement à cause d'un système de points (*graduation*) «fermé» mais aussi parce que la matrice d'influence dans la pratique ne renferme qu'une séquence des facteurs d'influences possibles. Les résultats des matrices ne doivent pas faire l'objet d'une interprétation schématique mais qualitative. Ils doivent élucider les relations des causes à effets, les rendre transparentes et plausibles.

Fonctions de la MAPP[®] et modifications possibles

La MAPP[®] permet aux groupes cibles de vérifier si les objectifs globaux des projets sont atteints ou pas et si les effets des projets correspondent avec l'objectif global. Et parce que la MAPP[®] ne considère pas seulement un projet mais tous les projets opérant dans une région quelconque, elle n'est pas seulement applicable au niveau micro mais aussi au niveau méso et même au niveau des provinces. La MAPP[®] est ensuite facilement applicable sous forme d'instrument *ex-ante* afin d'évaluer de nouveaux champs d'intervention pour des projets dans une région. Une question se pose : dans quelle mesure la MAPP[®] pourrait-elle

être utilisée comme instrument de suivi et de planification ? Ceci pourrait se faire en modifiant par exemple certains critères de la matrice d'influence. Le reste des instruments une fois appliqués, peuvent être suivis et évalués les années suivantes. C'est dans ce sens qu'il est envisageable de se servir de la MAPP[®] comme un instrument de suivi. De ce fait, il serait même sûr que les résultats suivent un processus d'évaluation et de planification et profiteraient aux groupes cibles.

